

LES MOTS MINÉS PAR LA RÉALITÉ AU KOSOVO

Par Maurice Pergnier

On a pu remarquer que dans la récente flambée de lynchage des Serbes du Kosovo, les médias français ont fait montre de moins de partialité que lors des épisodes précédents. Il s'est même trouvé des médias plus avisés que les autres pour saisir l'occasion de secouer la vision manichéenne imposée pendant plus de dix ans. C'est ainsi, par exemple, qu'on trouve dans Marianne du 22 mars 2004, sous la signature de Jack Dion, les phrases suivantes : "On nous expliqua [en 1999] qu'il suffisait de perpétrer un coup de force contre l'ex-Yougoslavie, et de laisser l'OTAN bombarder Belgrade sans feu vert de l'ONU, pour régler le problème de la cohabitation entre Kosovars d'origine serbe et d'origine albanaise. On nous présenta les premiers comme d'affreux méchants, tous adeptes de la purification ethnique (...) et les seconds comme de petits saints, vaccinés dès la naissance contre toute velléité raciste ou agressive. Un vrai conte de fées, de ceux qu'on raconte aux enfants pour les endormir. La reprise des affrontements interethniques prouve que la réalité, elle, tient du cauchemar...". Ces quelques ruades contre la "pensée unique", constatées ici ou là, ne doivent cependant pas masquer que le discours général des médias continue d'insuffler massivement la désinformation. Il est bien connu que le langage journalistique aime se nourrir de clichés et de stéréotypes. Lorsque ces stéréotypes verbaux ont été forgés exprès pour servir des fins politiques, leur utilisation en fait des armes meurtrières maniées (souvent à leur insu) par les journalistes. Aussi convient-il de leur appliquer sans relâche un traitement qui s'apparente au désamiantage ou à la décontamination de sites nucléaires.

Epuration ethnique

Relevons d'abord le retour en première ligne de la formule phare du discours de diabolisation des Serbes durant les années 90. Cette expression stéréotypée est, cette fois, appliquée aux Albanais, ce qui semble à première vue rétablir l'équité. Pure apparence, cependant, comme l'article de Marianne cité ci-dessus nous fournit l'occasion de le montrer. Après avoir décrit sans complaisance la situation au Kosovo, l'auteur s'indigne : "Hier, de grandes âmes ont soutenu l'intervention de l'OTAN sous prétexte qu'il fallait en finir avec l'épuration ethnique des Albanais par les Serbes. Curieusement, alors que s'opère une épuration ethnique à l'envers, les protestations se font parcimonieuses". Il n'est pas le seul à invoquer "L'épuration ethnique à l'envers". Presque tous ses confrères de la presse écrite et audiovisuelle en font un usage abondant. Peut-être la formule a-t-elle le mérite (du moins dans l'esprit de ceux qui l'emploient) d'en appeler à la conscience occidentale, mais le "à l'envers" a surtout pour effet d'enfoncer un peu plus dans les têtes l'idée, martelée pendant une décennie, que "l'épuration ethnique" est une spécialité serbe et, loin de rétablir l'équité – et ce qui est encore plus important : la véracité des faits – c'est affirmer implicitement que la prétendue épuration ethnique à l'envers ne fait que répondre à celle pratiquée par les Serbes "à l'endroit".. C'est conforter l'explication par la "vengeance", si chère à Bernard Kouchner, lequel – toute honte bue, et au mépris de toute réalité historique – continue de soutenir sur les écrans que la furie albanaise s'explique par treize siècles d'oppression serbe, et par le fait que des Serbes (au Kosovo, en Bosnie ou ailleurs) se sont livrés à des actes du même type que ceux perpétrés à la mi-mars par une foule albanaise fanatisée, encadrée et menée par des agents institutionnels. Or, on chercherait vainement dans la chronique des événements des années 90, pourtant peu avare d'accusations atroces à l'encontre des Serbes, quelque chose qui approche de près ou de loin, dans la forme comme dans le fond, ce déchaînement barbare. L'"épuration ethnique" est un moyen commode d'occulter la nature réelle de l'événement, dont plusieurs commentateurs

(parmi lesquels le même Jack Dion) ont souligné qu'il s'apparente à un pogrom, et qu'un haut responsable de l'OTAN a qualifié de "véritable nuit de cristal".

Nous avons analysé ailleurs (voir notamment "E comme ethnique" dans notre ouvrage *Mots en guerre*) que le terme "épuration ethnique" devait une grande partie de son efficacité, comme outil de diabolisation à sens unique, à ce qu'il est un rideau de fumée destiné à éviter de nommer avec précision ce dont il s'agit. Le concept provoque d'autant plus l'indignation qu'il est plus imprécis. C'est un terme qui prétend tout dire et qui ne dit rien, puisqu'il confond sous un même concept (volontairement et à des fins propagandistes) des faits aussi divers que des déplacements planifiés de population, des mesures discriminatoires, des affrontements entre armées et milices, des "ratonnades" ou des intimidations plus ou moins violentes destinées à forcer les voisins de l'autre "ethnie" à quitter les lieux. Si ce cliché a un sens rationnel, c'est bien dans les derniers événements qu'il vient de l'acquérir, puisqu'il s'agissait de rien moins que d'effacer toute présence serbe du Kosovo, non seulement en éliminant physiquement les personnes mais, en outre, en effaçant les habitations, les édifices religieux, les écoles et les symboles culturels. Alors que dans son emploi initial contre les Serbes, l'expression était un épouvantail propagandiste, dans le cas présent, il est un insupportable euphémisme.

L'"épuration ethnique à l'envers" est, naturellement, un raisonnement parfaitement cohérent dans un discours tautologique qui a imposé comme un axiome que l'épuration ethnique est une exclusivité serbe. Ne pas faire usage de ce cliché serait reconnaître la fausseté du discours tenu pendant 12 ans. Ce serait, notamment, devoir admettre la triste réalité que les soldats et policiers internationaux de la KFOR et de la MINUK sont amenés à faire aujourd'hui le travail que faisaient les soldats et policiers serbes avant l'agression de 1999 : empêcher les activistes albanais de massacrer les Serbes et les autres minorités ethniques. Ce serait admettre que les persécutions violentes des Serbes par les Albanais pour les éliminer du Kosovo n'ont pas commencé en 1999 mais se poursuivent sans relâche depuis des décennies. Réalité effarante et inassimilable, pour une pensée médiatique pétrifiée depuis plus de dix ans dans la proclamation que la "purification ethnique" au Kosovo était le fait des Serbes et non l'inverse. L'expérience montre que les gens trompés dans leur bonne foi sont souvent plus acharnés à défendre le mensonge dont ils ont été victimes que les trompeurs cyniques, de peur de passer à leurs propres yeux pour des gogos. L'"épuration ethnique à l'envers" a donc encore de beaux jours devant elle, et il faudra peut-être encore – hélas ! – de nombreuses victimes pour que, dans ce monde des aveugles, on finisse par reconnaître que, s'il y a eu une volonté déterminée d'"épuration ethnique", cette dernière a toujours été du côté albanophone. Propagande serbe, diront-ils. Aux esprits sincèrement incrédules, il suffirait pourtant de se reporter à ce qui s'écrivait dans les journaux français avant la crise de 1991. Par exemple : "Des incidents liés au nationalisme albanais sont fréquemment signalés. [...] Plus immédiate et concrète, cependant, est la tension résultant des pressions exercées sur la minorité serbe du Kosovo par la population locale d'ethnie albanaise. Elles prennent les formes les plus diverses – animaux empoisonnés, cimetières profanés, moissons saccagées, enfants malmenés sur le chemin de l'école – et créent une psychose de rejet. On estime qu'entre vingt mille et vingt-cinq mille Serbes ont quitté la province depuis les incidents de 1981, etc." (Le Monde, 8 octobre 1987, repris dans *Dossiers et documents*, du même quotidien, n° 198, avril 1992). Telle était, vue par les observateurs extérieurs, "l'épuration ethnique" pratiquée par les Serbes au Kosovo dans les années 80 ! (Non, le lecteur ne rêve pas ; c'est bien ce qu'on lisait dans Le Monde avant que, fin 1992, ce journal ne se fasse l'agent le plus zélé de la désinformation.) Depuis son apparition dans nos médias, l'expression "épuration ethnique" est marquée du sceau de la mystification criminelle. Apparue à l'origine dans le *Mémoire* de l'Académie des Sciences de Belgrade pour qualifier les sévices en tous genres – évoqués ci-dessus dans l'article du Monde – exercés par la population albanophone sur la population serbe, elle a été

machiavéliquement présentée (par les activistes albanais, puis croates, servis par les propagandistes germaniques) comme un programme serbe visant à persécuter et éliminer les autres peuples de la Yougoslavie. Ce qui se voulait un vaccin a été inoculé au monde entier comme un venin. Combien de malheurs humains, combien de destructions d'églises et de chefs-d'œuvre artistiques faudra-t-il encore, avant que les hommes de bonne volonté cessent d'être hypnotisés par la magie d'un mot, et prennent conscience que ce qui se déroule présentement au Kosovo n'est que la continuation de ce qui s'y passe depuis 1980 (pour ne pas remonter jusqu'aux origines) ? Oui, combien, pour qu'ils exigent de leurs médias qu'ils cessent cette comédie sanglante, qu'ils cessent de tremper leurs mains dans le sang en trempant leurs plumes dans l'encre de la calomnie ?

Affrontements interethniques

La même volonté de masquer la réalité (ou plutôt de la faire entrer dans le moule de pensée pré-établi) s'exprime dans de nombreuses autres expressions employées rituellement par les journalistes. Il en va ainsi des sempiternelles formules "affrontements (ou violences) interethniques", dont les médias audiovisuels nous ont abreuvés pour qualifier ces événements. Là encore, il s'agit de préserver à tout prix l'idée d'un caractère bilatéral des violences, le pogrom albanais devant répondre à des violences serbes antérieures ou parallèles. Il y a une particulière impudence à parler de "violences interethniques" lorsque, comme ce fut le cas à la mi mars, les "violences" se sont faites à cent contre un et à l'initiative d'une seule ethnie, qui plus est soutenue et encouragée par les autorités officielles dont on l'a dotée au détriment de l'autre. La volonté d'atténuer la gravité spécifique des faits et de masquer qu'ils s'inscrivent dans une continuité est évidente dans l'utilisation de ces mots plutôt que d'autres. De même lorsque l'envoyé spécial d'un grand quotidien (qui, lui, n'évite l'utilisation du cliché que pour mieux le paraphraser) écrit que se sont déroulés, dans la région de Kosovska Mitrovica, "trois jours d'affrontements sanglants entre communautés serbe et albanaise" (Le Figaro, 22 mars). La litote que constitue l'emploi du mot "affrontements" prend un caractère sinistrement ironique lorsque, dans les lignes suivantes, le journaliste en dresse le bilan, d'où il ressort que toutes les victimes et dévastations (le mot est faible) sont du côté serbe. Et que dire d'un article de La Croix (24 mars) où les événements sont qualifiés d'incidents interethniques ("jamais encore des incidents interethniques n'avaient éclaté simultanément dans toute la province.") ? Ce ne sont là que des échantillons représentatifs de ce qu'on a pu lire et entendre de manière répétitive dans la totalité des grands médias.

Par comparaison, on chercherait vainement, dans la chronique des événements des années 90, relatés par les mêmes, l'expression "affrontements interethniques" : quelle qu'ait été la nature des événements, et quels qu'en aient été les instigateurs et les victimes, il s'agissait toujours de "nettoyage ethnique pratiqué par les Serbes". Comme le dit fort justement le journaliste de Marianne ci-dessus : "On nous présenta les (Serbes) comme d'affreux méchants, tous adeptes de la purification ethnique (...) et les (Albanais) comme de petits saints, vaccinés dès la naissance contre toute velléité raciste ou agressive." Dommage qu'il n'aille pas jusqu'à émettre l'hypothèse que ce qui s'avère faux pour le second point pourrait l'être aussi pour le premier ! Ce serait, sans doute, affronter un peu trop "la pensée unique".

Ultrationaliste

Il est naturel (sinon normal) que les organes de presse ayant mené de la manière la plus forcenée la campagne de désinformation des années 90 se cramponnent à leur fiction ; mais la pudeur déployée pour éviter qu'on risque d'apercevoir la vérité toute nue se rencontre même chez les journalistes les moins suspects d'avoir cédé à l'intoxication. Comme, par exemple, quand Jean-François Kahn, dans le même numéro de Marianne, croit faire preuve à la fois

d'audace intellectuelle et d'objectivité, en plaidant pour un même traitement impitoyable à l'égard de ce qu'il nomme les "terroristes" ("tous coupables, au même titre, dès lors qu'ils sèment la mort au sein de populations sacrifiées à leur volonté de puissance dissimulée derrière leur idéologie nihiliste") et range dans cette catégorie, au fil d'une longue énumération, "l'Albanais extrémiste" et "l'ultranationaliste serbe". Il est évident que ces deux épithètes sont là par convention, pour établir un beau balancement rhétorique évitant toute remise en cause des présupposés. Mettre tout le monde dans le même sac évite en outre de s'interroger sur le contenu de l'"ultraïsme" ou de "l'extrémisme" de l'un ou de l'autre. Aussi ce choix d'adjectifs mérite-il plus d'attention qu'il ne semble de prime abord.

En quoi l'ultranationalisme, si tant est que cette notion ait un sens autre que polémique (voir l'excellent article de Louis Dalmas dans B.I. n° 85), ferait-il du Serbe un terroriste ? Et en quoi l'Albanais est-il "extrême" ? En albanisme ? En nationalisme ? En criminalisme ? Est-ce une question de fins ou de moyens ? Le directeur de Marianne a toujours proclamé qu'il était favorable à l'indépendance du Kosovo (c'est son droit, et cela a au moins le mérite de la clarté !) ; il est donc logique qu'il approuve le nationalisme albanais (car – sauf à renoncer définitivement à faire des dictionnaires – quelle position mérite davantage d'être qualifiée de nationaliste que l'aspiration à l'indépendance, c'est-à-dire à fonder une "nation" ?). L'"extrémisme" qu'il fustige ne serait-il pas, alors, un excès de zèle dans le nationalisme, c'est-à-dire – tout bêtement – de "l'ultranationalisme" ? Pourquoi, alors, n'inverse-t-il pas les termes, et ne parle-t-il pas de "l'extrémiste serbe" et de "l'Albanais ultranationaliste" ? Ou, tout simplement, pourquoi n'applique-t-il pas le même adjectif aux deux ? Cette carabistouille verbale trahit la volonté de composer avec la "pensée unique" en prétendant la toiser de haut.

Extrémiste

Il n'y aurait pas lieu de s'arrêter à l'emploi de ce qualificatif par Jean-François Kahn si on ne le retrouvait identiquement chez la quasi-totalité de ses confrères de la presse orale comme écrite. Alors que l'épithète "ultranationaliste" se caractérise par une saturation (ou une surcharge) de sens, l'épithète "extrémiste" appliquée aux Albanais se présente, au contraire, comme un vide d'information, une volonté de ne pas dire. Mais ne pas dire quoi ? Toutes les informations concernant les événements de la mi-mars mettent en relief l'acharnement particulier des foules fanatisées contre les églises, communautés religieuses et symboles chrétiens de tous ordres, sans plus d'égards pour le patrimoine artistique médiéval que pour les personnes. La cible des hordes de vandales est parfois désignée nommément, comme lorsque La Croix du 30 mars titre "Les extrémistes du Kosovo visent l'Église orthodoxe". Mais le mobile qui anime ce vandalisme de masse (dont la plupart des autorités militaires occidentales ont souligné qu'il était tout sauf spontané) est soigneusement camouflé sous l'euphémisme "extrémistes". Et pourtant peut-il faire le moindre doute que ce mobile est religieux ? Plutôt anti-religieux, dira-t-on. Soit, mais le mot ne serait adéquat que si ces actes étaient perpétrés contre les édifices et représentants de toutes les religions, et notamment de celle qui est majoritaire au Kosovo. Jusqu'à plus ample informé, on ne nous a pas rapporté que les mêmes vandales aient pillé ou incendié des mosquées... Alors pourquoi cette réticence à nommer directement le mobile et l'auteur du crime, avec le nom qu'il porte dans les autres colonnes des journaux ? S'agit-il de conjurer un spectre en mettant un tabou sur son nom ? Notre intelligentsia recule-t-elle avec effroi devant la nécessité de devoir admettre qu'elle a nourri de sa main, au Kosovo, l'idéologie politico-religieuse considérée maintenant comme l'ennemi n° 1 de l'Occident ? Perspective traumatisante, surtout pour les beaux esprits laïques qui n'ont pas ménagé leurs efforts dans la mobilisation des esprits en faveur de la cause "kosovare" ! Pendant combien de temps encore l'opinion européenne pourra-t-elle continuer de se boucher les yeux ? Il semble que le moment de vérité soit proche, car les événements de la mi-mars ont fait apparaître que leurs instigateurs considéraient les troupes de l'ONU

comme aussi indésirables que les habitants serbes. Il est maintenant clair qu'ils veulent un Kosovo, non seulement indépendant, non seulement ethniquement pur, mais aussi religieusement unifié, dans une conception de la religion dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle ne se caractérise pas par la tolérance. Combien de temps faudra-t-il à nos chroniqueurs pour découvrir qu'il existe, pour nommer cela, un mot fort utilisé par ailleurs ? Faudra-t-il attendre que les razzias contre les Serbes et leurs églises se transforment en une guerre ouverte entre populations albanaises et forces de l'ONU, avec tueurs kamikazes et véhicules piégés ? C'est à craindre, quand on voit que même Élisabeth Lévy – qui est sans doute la journaliste de la grande presse décrivant avec le moins d'œillères la situation du Kosovo (voir son excellent reportage dans Marianne du 5 avril) – recule devant l'usage du mot, bien qu'elle rapporte des détails que ses confrères taisent pudiquement (“Pour la première fois, raconte le colonel Leroux, j'ai remarqué que les manifestants criaient Allah Akbar”). C'est que, en cela comme pour le reste, appeler les choses par leur nom serait concéder – idée abominable entre toutes ! – que, dans les années 90, tous les torts n'étaient pas du côté du gouvernement Yougoslave, et qu'il combattait déjà (du moins pour partie) le même ennemi que nous combattons aujourd'hui. Plutôt se faire pendre que de concéder ça devant l'intelligentsia parisienne !

Kosovars

Il serait démesurément long d'examiner tous les procédés verbaux utilisés pour esquiver l'indispensable remise en cause des idées préfabriquées et pour, au contraire, en bétonner les fondements. On ne saurait pourtant clore l'examen de ce vocabulaire de nos médias sans s'arrêter à une curieuse mutation dans la terminologie servant à désigner les vandales qui viennent de ravager les enclaves serbes. On se souvient qu'en 1999, nos hommes de médias étaient tout fiers d'exhiber un néologisme mobilisateur pour désigner le nouveau peuple élu, objet de toutes nos sollicitudes : les Kosovars. Formé avec un suffixe albanais (ce qui, en soi, était déjà tout un programme), ce mot désignait exclusivement les habitants albanais du Kosovo, les autres – et plus particulièrement les Serbes – étant, pour leur part, considérés comme des occupants indus. C'était de facto leur attribuer la propriété de la province. Or, qu'en est-il aujourd'hui ? On a la surprise de constater que le mot a été à peu près chassé des informations écrites et orales.

À l'exception de quelques journaux cohérents dans leur position, comme Marianne (partisan d'un Kosovo indépendant, mais pas au prix de l'élimination des Serbes) qui parle encore de Kosovars d'origine serbe et d'origine albanaise, dans un souci d'équité sémantique qui l'honore, il n'est plus vent que d'Albanais. Dans un élan trop unanime pour ne pas être suspect de répondre à un mot d'ordre, nos journalistes ont systématiquement substitué albanais à kosovar. Où sont passés les Kosovars ? La population albanaise du Kosovo aurait-elle été renouvelée depuis 1999 ? La population, non, mais le regard porté sur elle assurément ! Sans doute s'agit-il de faire oublier à l'opinion française que le peuple angélique pour lequel on l'avait mobilisée alors – en lui faisant approuver, et même désirer, la dévastation de la Serbie par les bombes de l'OTAN, et en lui faisant collecter des savonnettes et des pâtes – est le même que celui qui commet aujourd'hui des horreurs. Le même nom est donc jugé inapte à désigner les deux. Le mot kosovar doit continuer d'assumer les bons souvenirs (“On a eu raison d'intervenir”, comme dirait Alexandre Adler), le mot albanais prendra en charge les mauvais rêves du présent. Les “petits saints” étaient kosovars, les nouveaux “affreux méchants” sont albanais : tout est en ordre et les idées pré-établies pourront continuer d'avoir cours... Evidemment, rien n'interdit d'émettre une hypothèse complémentaire : kosovar impliquait une mobilisation des opinions en faveur d'une indépendance de la province, au seul bénéfice des albanophones. Se pourrait-il que cette perspective ne soit plus à l'ordre du

jour, et que le vocabulaire journalistique doive se plier aux nouvelles données de la politique internationale ? En toute indépendance de la presse, naturellement !

Maurice PERGNIER.

Auteur de “Mots en guerre, discours médiatique et conflits balkaniques”,
éditions L’Age d’Homme, et de “La désinformation par les mots”,
éditions du Rocher (sous presse).